

**Assemblée générale**

Distr. limitée
21 juin 2000
Français
Original: anglais

**Vingt-troisième session extraordinaire
Comité ad hoc plénier**

Projet de rapport du Comité ad hoc plénier

Rapporteur : Mónica Martínez (Équateur)

**Examen et évaluation des progrès accomplis
dans l'application des 12 domaines critiques
du Programme d'action de Beijing**

**Nouvelles mesures et initiatives visant à surmonter
les obstacles à l'application du Programme d'action**

Additif

1. Le Comité ad hoc plénier a examiné les paragraphes 51, 51 ter, 52 et 53 bis du projet de texte de la vingt-troisième session extraordinaire [A/S-23/2/Add.2 (Part IV)] à sa ___ séance, le 9 juin 2000.
2. À la même séance, le Comité a approuvé les amendements ci-après et recommandé pour adoption, à la session extraordinaire, les paragraphes susmentionnés tels qu'ils ont été amendés :

- a) Le paragraphe 51, tel qu'il a été amendé, se lit comme suit :

« La violence à l'égard des femmes et des filles constitue un obstacle considérable à la réalisation des objectifs de l'égalité entre les sexes, du développement et de la paix. La violence à l'égard des femmes viole leurs droits fondamentaux et libertés fondamentales, et les empêche partiellement ou totalement de les exercer. La violence fondée sur le sexe, telle que les tabassages et autres formes de violence familiale, les sévices sexuels, l'esclavage et l'exploitation sexuels, la traite internationale des femmes et des enfants, la prostitution forcée et le harcèlement sexuel ainsi que la violence à l'égard des femmes résultant de préjugés culturels, du racisme et de la discrimination raciale, de la xénophobie, de la pornographie, du nettoyage ethnique, des conflits armés, de l'occupation étrangère, de l'extrémisme religieux et antireligieux et du terrorisme sont incompatibles avec la dignité et la valeur inhérents de la personne humaine et doivent être combattues et éliminées. »;

- b) Le paragraphe 51 ter, tel qu'il a été amendé, se lit comme suit :

« Les femmes jouent un rôle prépondérant dans la famille. Celle-ci est l'unité fondamentale de la société; elle constitue une force de cohésion et d'intégration sociales importante et doit, en tant que telle, être renforcée. L'insuffisance de l'appui apporté aux femmes et l'insuffisance de la protection et de l'appui apportés à leur famille nuisent à la société dans son ensemble et sapent les efforts visant à réaliser l'égalité entre les sexes. La famille prend diverses formes selon les systèmes culturels, politiques et sociaux, et les droits, capacités et responsabilités de ses membres doivent être respectés. On ne mesure pas encore toute l'importance de la contribution sociale et économique des femmes au bien-être de la famille, ni l'importance sociale de la maternité et de la paternité. La maternité et la paternité et le rôle des parents et des tuteurs légaux dans la famille et dans l'éducation des enfants ainsi que l'importance de tous les membres de la famille pour le bien-être de cette dernière sont reconnus et ne doivent pas constituer une base de discrimination. Les femmes continuent aussi à assumer une part disproportionnée des responsabilités du ménage et des soins à apporter aux enfants, aux malades et aux personnes âgées. Il est nécessaire de redresser ce déséquilibre au moyen de politiques et de programmes appropriés, notamment dans le domaine de l'éducation, ainsi qu'au moyen de nouvelles lois, le cas échéant. Pour parvenir à un partenariat complet, dans le domaine public aussi bien que privé, il est nécessaire d'instaurer un partage équitable des responsabilités entre hommes et femmes, sur le plan du travail et de la famille. »;

- c) Le paragraphe 52, tel qu'il a été amendé, se lit comme suit :

« La création de solides mécanismes nationaux de promotion de la femme et de l'égalité entre les sexes nécessite un engagement politique au plus haut niveau et requiert toutes les ressources humaines et financières nécessaires pour lancer, recommander et faciliter l'élaboration, l'adoption et le suivi de politiques, de lois, de programmes et d'activités de renforcement des capacités des femmes de nature à favoriser leur autonomisation, et pour servir de catalyseur à des débats publics ouverts sur l'égalité entre les sexes comme objectif social. L'existence de tels mécanismes permettrait de promouvoir la condition de la femme, d'intégrer une perspective sexospécifique lors de l'élaboration des politiques et des programmes dans tous les domaines, de défendre les intérêts des femmes, de garantir à celles-ci un accès égal à toutes les institutions et à toutes les ressources et de renforcer leurs capacités dans tous les secteurs. Il est essentiel de procéder à des réformes si l'on veut relever les défis propres à un monde en mutation et garantir ainsi aux femmes un accès égal aux institutions et aux organisations. L'évolution des institutions et des concepts constitue un aspect important de la création d'un environnement propice à la mise en oeuvre du Programme d'action. »;

- d) Le paragraphe 53 bis, tel qu'il a été amendé, se lit comme suit :

« Quel que soit leur âge, les filles et les femmes qui souffrent d'un handicap quel qu'il soit font généralement partie des individus les plus vulnérables et les plus marginalisés de la société . Il est donc nécessaire de prendre en compte leurs préoccupations et d'y répondre dans toutes

les activités d'élaboration des politiques et des programmes. Il est impératif de prendre des mesures particulières à tous les niveaux pour les intégrer au développement. »;
